LES SALAIRES BLOQUES A L'AFP POUR LA CINQUIEME ANNEE CONSECUTIVE

L'engagement pris par écrit par la direction de l'AFP l'an dernier d'une augmentation générale de 0,75% des salaires n'était donc qu'un mensonge. Pour la cinquième année consécutive, il n'y aura pas d'augmentation à l'Agence, et les salariés vont continuer de perdre du pouvoir d'achat.

L'argument de la direction, qu'elle pense apparemment inusable, serait la mauvaise situation économique. Mais les prix eux, continuent d'augmenter, notamment à Paris et dans les grandes villes de province et les capitales étrangères où les bureaux de l'AFP sont implantés. Et les salariés de l'AFP continuent de travailler sans compter. Cela va devenir difficile pour eux de rester motivés collectivement, et pour l'Agence de recruter de nouveaux collaborateurs de qualité, si les salaires sont indéfiniment bloqués.

Plutôt que de brandir chaque année les difficultés économiques, déjà connues, il faut plutôt se poser la question de la gestion de l'AFP, notamment des 70 millions de dettes accumulées en six ans par la direction Hoog. Et il faut se poser aussi la question de la pertinence du contrat d'objectif et de moyens (le fameux COM) signé entre l'AFP et l'Etat, qui limite fortement la progression de la masse salariale. C'est inacceptable !

Rappelons que les syndicats CGT toutes catégories, FO toutes catégories et CFE-CGC réclament l'application des augmentations de salaire décidées par le SPQN depuis 2012. Un procès est toujours en cours à ce sujet.

Les organisations syndicales ne sont cependant pas reparties sans rien de cette négociation annuelle obligatoire sur les salaires. Alors que la direction avait de nouveau mis zéro euro sur la table au départ, nous avons finalement obtenu une revalorisation de 0,75% des barèmes de piges, qui étaient bloqués depuis 2009.
Accessoirement, la direction a accepté aussi de répartir entre tous, de manière égalitaire, une enveloppe de 230.000 euros – soit un prime unique de 85 euros net par tête – , alors qu'elle voulait initialement lancer une nouvelle fournée de « primes et promotions » opaques, ce qu'ont refusé tous les syndicats.

EXIGEONS LA TRANSPARENCE DE LA DIRECTION GENERALE

Le blocage des salaires à l'AFP pose aussi de manière de plus en plus aigüe la question de la transparence des rémunérations et du train de vie de la direction générale. Rappelons que ces rémunérations sont gardées secrètes depuis l'affaire des bonus illégitimes d'il y a une douzaine d'années.

Rappelons aussi que le conseil d'administration a refusé qu'un représentant du personnel soit présent dans le comité de rémunération. Les représentants du personnel ont cependant obtenu la création d'un comité de transparence pour surveiller les frais de l'ensemble des directeurs.

Les syndicats CGT toutes catégories, FO toutes catégories et CFE-CGC demandent que les rémunérations fixes et variables des membres de la direction générale, y compris du PDG, soient connues, ainsi que tous les avantages en nature et les éléments du train de vie de la direction (notes de frais, missions, etc).

Il s'agit tout d'abord d'une question symbolique. Les salariés comprendraient mal, alors qu'ils se serrent la ceinture depuis des années, que les dirigeants de l'AFP augmentent leurs propres rémunérations, fixes ou variables, surtout au vu de leurs « performances » de gestion depuis six ans : 20 millions de découvert bancaire, 50 millions de dettes à long terme, les faillites des aventures Infoplum (au moins 600.000 euros perdus) et Citizenside (au moins 1,8 million d'euros perdus), etc, etc.

Au delà du symbole, il y a aussi une question concrète. Alors que la direction sabre dans les budgets missions et reportages et qu'elle fait la chasse au moindre sou dépensé dans la rédaction et les services administratifs et techniques, on ne voit pas pourquoi il devrait en être autrement au 7e étage.
Avec les 30.000 euros gaspillés par le PDG pour s'offrir une spectaculaire baie vitrée dans son bureau, on aurait pu acheter quatre équipements vidéo complets à des JRI, qui auraient permis de générer du chiffre d'affaires. Avec les 15.000 euros dépensés en capsules Nespresso, on aurait pu rénover les équipements informatiques obsolètes de plusieurs bureaux étrangers.
Que n'aurait-on pu faire avec les 2 millions d'euros dépensés pour la rénovation du 7e étage (où ne travaillent que 13 personnes) ?

Autre piste d'économie, quelques redéploiements de postes à la direction générale, à l'instar de ce qui se produit dans la rédaction et les services administratifs et techniques, saignés à blanc. A-t-on par exemple vraiment besoin d'un poste de « direction de la communication et de la marque » à plein temps ? Ce poste ne pourrait-il pas être rattaché à une autre direction, par mesure d'économie en temps de crise ?

Les syndicats CGT toutes catégories, FO toutes catégories et CFE-CGC restent mobilisés pour mettre fin à la disette salariale et pour exiger la transparence de la direction générale.

CGT toutes catégories, FO toutes catégories et CFE-CGC, Paris le 7 novembre 2016